

# La libéralisation des échanges de services, clé de la croissance du tourisme

**Quel est l'impact du tourisme sur l'économie ?**

**Comment améliorer les services liés au tourisme ?**

**À la retraite, va-t-on se délocaliser ?**

**Que peut faire l'État ?**

**En quoi les accords internationaux peuvent-ils aider ?**

**Pour plus d'informations**

**Références**

**Où nous contacter ?**

## Introduction

Le tourisme est l'un des secteurs d'activité les plus vastes, et dont la croissance est l'une des plus rapides ; son importance pour le développement économique est reconnue de tous. Ce qui le distingue de beaucoup d'autres secteurs de services, c'est que le fournisseur reste où il est et c'est le consommateur/touriste qui vient à lui, et non le contraire. C'est ainsi que le tourisme peut jouer un rôle clé dans la réduction de la pauvreté, en créant pour des travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés des emplois dans les hôtels, les lieux de villégiature et les sites culturels, et en encourageant la création d'emplois dans le secteur des approvisionnements.

Tout ceci contribue de façon majeure à la croissance des économies en développement. Mais pour que le tourisme ouvre durablement la voie à un allègement de la pauvreté, il faut que les pouvoirs publics prennent les mesures nécessaires d'une part pour s'assurer que les bénéfices en soient partagés et qu'ils se répercutent sur les collectivités pauvres, et d'autre part pour réduire au minimum son impact sur l'environnement.

Le contexte relativement libéral dans lequel s'inscrit actuellement le secteur du tourisme dans la plupart des pays témoigne de son importance. Près de 130 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont engagés à ouvrir leur secteur du tourisme – plus que pour tout autre secteur de services – signe de leur volonté de le développer et d'attirer les investissements directs étrangers.

Mais les pays en développement ont encore beaucoup à faire pour faire croître ce secteur et exploiter les possibilités qu'il offre de développement socio-économique. L'un des obstacles à cette croissance est le manque de services et d'infrastructures adéquats, que ce soit dans le domaine des transports, des télécommunications, des services financiers, de l'énergie électrique ou de l'assainissement. Tout pays qui veut dynamiser son industrie touristique doit aussi être capable de construire des hôtels, de fournir une main-d'œuvre adéquatement instruite et formée, et de promouvoir son image.

L'ouverture des marchés aux échanges de services et d'investissements pourrait contribuer de façon substantielle au développement du tourisme. Mais si l'on veut assurer un tourisme et une croissance durables, il faut que cette ouverture soit correctement conçue et mise en œuvre, en tenant compte de l'impact social et environnemental.

La présente *Synthèse* considère l'importance, pour le développement du tourisme, des réformes à apporter aux marchés des services. ■

## Quel est l'impact du tourisme sur l'économie ?

Le secteur du tourisme souffre dans de nombreux pays d'un manque d'appui aussi bien politique que populaire, car son importance économique est sous-estimée. Ce domaine d'activité peut en effet être difficile à définir et son impact difficile à mesurer, car il regroupe une multitude d'acteurs qui vendent toutes sortes de produits hétérogènes. L'Accord général sur le commerce et les services (AGCS-GATS en anglais) de l'OMC propose une définition relativement limitée du tourisme, qui exclut un certain nombre de services qui lui sont liés tels que les systèmes de réservation informatique, les navires de croisière et beaucoup d'autres services de transport, ou encore la construction d'hôtels. Les efforts internationaux entrepris pour améliorer la mesure de l'impact économique du tourisme ont débouché sur la mise au point d'un Compte satellite du tourisme (CST) qui tente de fournir une mesure crédible de la contribution réelle du tourisme à l'économie nationale.

Le tourisme au sens large peut être considéré comme l'une des branches d'activité les plus vastes et les plus dynamiques. Selon le Conseil mondial des voyages et du tourisme (WTTC), organisme qui regroupe des dirigeants du monde du voyage et du tourisme, la contribution de ces deux activités au produit intérieur brut (PIB) dans le monde va passer entre 2006 et 2016 de 10.3 % (4.9 milliards d'USD) à 10.9 % (9 milliards d'USD).

Ce secteur, qui est une source importante d'emplois directs, génère une base encore plus importante d'emplois indirects dans les secteurs qui l'approvisionnent. Le WTTC estime à 234 millions en 2006 le nombre de ces emplois, soit 8.7 % de l'emploi total mondial, ou un emploi sur 12. La croissance des emplois directs en 2005 a été estimée à 2.1 millions d'emplois nouveaux, 6.7 millions si l'on compte les créations

### Encadré 1.

#### LES OBSTACLES AU TOURISME ET LES RÉPONSES APPORTÉES PAR LE MOZAMBIQUE ET L'INDE

Pays	Obstacles	Réponses apportées et résultats
Mozambique	Accès aérien international limité, aucune disposition pour les vols charters, réseau de transports aériens intérieurs insuffisant. Les tarifs aériens représentent 40 % d'un forfait vacances de court séjour.	Les réformes intérieures ont permis à de nouveaux transporteurs d'entrer en concurrence avec le pavillon national, LAM, mais des réformes internationales restent à mettre en œuvre.
	Capacité d'hébergement insuffisante, complexité et coût élevé de l'accès au foncier.	Le problème de l'hébergement n'est pas encore traité, mais il est dûment reconnu. La <i>Politique nationale du tourisme de 2003 et sa stratégie d'application</i> appellent à favoriser l'accès à la terre.
	Les difficultés à obtenir des financements et le coût élevé du crédit bancaire dissuadent les nouveaux investisseurs.	Réformes récemment adoptées. Au début 2007, 13 banques, dont beaucoup de banques étrangères, étaient opérationnelles (contre 3 en 2004), d'où une augmentation des crédits bancaires pour le tourisme de près de 140 % entre 2004 et 2006.
	Services publics peu fiables et coûteux. Les voyageurs fournissent leur propre énergie à un taux environ 240 % au-dessus des tarifs publics.	Réformes ambitieuses des services fixes et mobiles, permettant d'élargir la connectivité. Introduction progressive de participations privées dans l'énergie, avec un projet pilote dans la province d'Inhambane où la demande d'électricité pour le tourisme est forte. Les premières indications font penser que c'est un succès.
	Insuffisance de marketing du tourisme, besoin critique d'un personnel mieux formé.	Le processus de planification stratégique implique de trouver des solutions à ces problèmes en s'appuyant sur les atouts relatifs des secteurs public et privé et la mise en place d'un cadre favorable aux investissements.

d'emplois indirects. Le tourisme est pour de nombreux pays en développement un important secteur exportateur et une source déterminante (souvent la première) de devises.

L'industrie touristique se caractérise aussi par sa complexité. Par ses liens avec d'autres secteurs tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière et d'autres services, elle peut générer une activité économique importante. Elle peut stimuler la demande de biens et de services produits par d'autres secteurs – l'alimentation, le bâtiment, les transports – ; et les entreprises du secteur qui vendent des biens et des services aux touristes peuvent aussi fournir des produits à des entreprises d'autres secteurs. L'analyse conduite par l'OCDE constate que le tourisme est lié à un plus grand nombre d'industries que la moyenne du secteur des services, et qu'il est peut-être dans bien des pays l'un des secteurs de services les plus interconnectés.

C'est le cas en Inde, par exemple, où le tourisme est l'un des secteurs les plus importants en termes de demande de biens et de services produits par d'autres secteurs (liaisons amont) – dépassé seulement par l'industrie, l'électricité, la santé et les affaires sociales, et le transport aérien, l'hôtellerie et la restauration hors tourisme. Il se situe également au-dessus de la moyenne pour la fourniture de biens et de services à d'autres secteurs (liaisons aval). ■

### Comment améliorer les services liés au tourisme ?

Le développement d'une industrie touristique performante implique l'accès à une offre suffisante de biens et de services. Des difficultés d'approvisionnement ou des coûts excessifs pour les denrées alimentaires, les matériaux de construction, l'électricité ou une main-d'œuvre qualifiée sont autant de freins à sa croissance.

#### Encadré 1. (suite)

#### LES OBSTACLES AU TOURISME ET LES RÉPONSES APPORTÉES PAR LE MOZAMBIQUE ET L'INDE

Pays	Obstacles	Réponses apportées et résultats
Inde	Politiques de transport aérien restrictives et capacité limitée d'Air India. Capacité aéroportuaire insuffisante.	Mesures de privatisation d'Air India et d'ouverture des lignes intérieures à de nouveaux transporteurs. Accords « ciel ouvert » signés avec l'Australie et les États-Unis. Résultats : davantage de compagnies aériennes assurent des vols intérieurs et internationaux, la participation privée dans les aéroports est accrue et la demande stimulée.
	Déficit national de chambres d'hôtel.	Ouverture aux investissements directs étrangers dans le tourisme et mesures d'amélioration de l'accès au foncier. En 2005, le ministère du Tourisme a proposé aux gouvernements des États d'inventorier des sites pour des hôtels et de les mettre à disposition à des conditions convenables. Grâce à cela, au moins 50 chaînes hôtelières étrangères prévoient d'entrer sur le marché à compter d'avril 2007.
	Insuffisance d'accès aux capitaux d'investissement.	De nouvelles réformes ont été mises en place en 2005. Les banques étrangères sont autorisées à implanter des filiales à 100 % et à convertir des succursales existantes en de telles filiales.
	Insuffisance de promotion et de marketing par rapport aux voisins asiatiques.	Les dépenses de promotion ont nettement augmenté depuis 1999/2000. Le gouvernement a reconnu l'importance de développer les partenariats public/privé dans le domaine du marketing touristique.
	Insuffisance de formation et d'instruction dans les domaines de l'hôtellerie et de la restauration et plus généralement dans le secteur du tourisme.	Création d'un Conseil consultatif du tourisme chargé de mettre au point des lignes directrices pour une politique de formation dans le domaine du tourisme. Vingt-et-une écoles publiques de gestion d'hôtellerie et de restauration et 14 écoles de cuisine ont été créées. Le gouvernement est également conscient qu'il faut faire davantage, notamment en favorisant les partenariats avec le secteur privé.

L'analyse fait apparaître dans les pays en développement un certain nombre de goulots d'étranglement, dont il faut s'occuper si l'on veut renforcer les liaisons amont et libérer la croissance dans le secteur du tourisme. L'une des priorités est de renforcer les capacités en matière de services (voir encadré 1).

Pour commencer, les services de transport et en particulier les transports aériens sont déterminants ; pouvoir accéder à destination à des prix raisonnables est essentiel pour le développement du tourisme. Il faut aussi que les infrastructures matérielles – aéroports, ports, hébergement, électricité, eau et assainissement – soient présentes et périodiquement adaptées aux besoins d'un afflux croissant de touristes. Les services de télécommunications sont aussi de plus en plus importants pour le développement du tourisme, et les infrastructures de technologies de l'information sont l'un des facteurs déterminants de la structure de ce secteur.

Un autre élément majeur pour la croissance du tourisme est la présence d'un système financier efficace, à la fois pour créer un environnement propice aux affaires et pour répondre aux besoins des touristes. Le marketing et la promotion sont eux aussi indispensables pour générer des niveaux de demande de tourisme qui soient viables et pour permettre à cette activité de réussir dans un monde ultra-compétitif. Par ailleurs, le tourisme a absolument besoin de ressources humaines dûment formées dans toutes ses spécialités. Certaines de ces conditions ne sont évidemment pas valables exclusivement pour le secteur du tourisme, mais aussi pour des aspects plus généraux du développement qui touchent les résidents.

Le développement du tourisme dépendra de la façon dont les pays en développement répondent à ces défis. À titre d'exemple, l'Inde souffrait d'une insuffisance de capacité aéroportuaire et de capacité de transport aérien, en particulier au niveau du transporteur national Air India. Elle y a fait face en ouvrant ses lignes intérieures à la concurrence, et en commençant à signer des accords «ciel ouvert», qui ont permis d'augmenter le nombre d'opérateurs nationaux et internationaux, de développer les participations privées dans les aéroports et de stimuler la demande.

Le Mozambique, quant à lui, rencontrait des problèmes pour financer le développement du tourisme, du fait de difficultés à trouver des fonds et du coût élevé du crédit bancaire. Pour y faire face, il a réformé ses services financiers, de sorte que le nombre de banques (y compris étrangères) opérant dans le pays est passé de 3 en 2004 à 13 en 2007 et que les crédits bancaires accordés dans le secteur du tourisme ont augmenté de 140 %. ■

### À la retraite, va-t-on se délocaliser ?

Le tourisme peut aussi être un moyen d'attirer d'autres types de consommateurs, en dehors des vacanciers. Un phénomène qui se développe depuis quelques années est la transhumance des seniors ou des retraités de pays à revenu élevé vers des pays à revenu plus bas, non pas seulement pour des vacances mais pour échapper à des hivers rigoureux ou pour s'installer durablement. Quand l'on sait que la génération du baby-boom, qui a l'habitude de passer des vacances à l'étranger, arrive à l'âge de la retraite et que les pays en développement améliorent leurs services et leurs infrastructures, ces tendances sont là pour durer.

Ce sont les États-Unis qui fournissent le plus grand nombre de retraités expatriés, en particulier en Amérique latine, et cette tendance est à la hausse. On estime par exemple à environ 1 million le nombre d'Américains qui vont se retirer au Costa Rica dans les dix prochaines années. Au Mexique, le nombre de seniors américains résidents a augmenté de 17 % entre 1990 et 2000, la croissance la plus rapide se concentrant dans quelques communes (Chapal environ 580 %, Los Cobos 308 % et San Miguel de Allende 48 %). Les statistiques des visas montrent aussi que le

nombre de citoyens américains qui obtiennent des visas de retraités au Panama a plus que triplé entre 2003 et 2005.

En Europe occidentale aussi on observe d'importants flux de retraités du nord vers le sud, et une tendance relativement récente est celle des retraités européens, Français surtout, vers l'Afrique du Nord. Plusieurs pays d'Asie du Sud-Est sont aussi devenus des destinations clés pour les retraités. On estime par exemple que le nombre de retraités installés aux Philippines atteindra environ 860 000 d'ici la fin de la décennie. Les programmes de tourisme médical et de long séjour dans des pays comme la Thaïlande et la Malaisie ont été efficaces pour attirer ce type de population.

Ces mouvements internationaux de retraités peuvent, un peu comme le tourisme, avoir un fort impact sur les pays de destination en contribuant à leurs efforts de développement. En effet, les retraités achètent ou louent des biens immobiliers, consomment des biens et des services, fournissent de l'emploi aux travailleurs locaux et peuvent attirer des investissements étrangers et un plus grand nombre de visiteurs étrangers (voir encadré 2). D'un autre côté, ils tendent à faire monter les prix de l'immobilier et d'une façon générale, le coût de la vie, dans les pays d'accueil.

Des voyages touristiques qu'ils ont faits naguère dans les pays de destination ne sont que l'un des facteurs qui peuvent donner l'idée aux retraités d'aller s'installer à l'étranger. Un coût de la vie plus bas, qu'il s'agisse du foncier, des soins médicaux ou d'autres biens et services, est souvent une considération majeure. Les politiques mises en place par certains pays, comme des catégories de visas spécifiques pour les retraités étrangers, associées à toute une gamme d'avantages, peuvent aussi

#### Encadré 2.

#### L'IMPACT ÉCONOMIQUE DES MOUVEMENTS DE SENIORS AMÉRICAINS VERS LE MEXIQUE ET LE PANAMA

L'arrivée de seniors et de retraités américains au Mexique et au Panama a eu plusieurs conséquences pour ces économies. D'abord, les retraités ont apporté aux collectivités dans lesquelles ils s'installaient des capitaux importants ; ils étaient relativement riches par rapport à la population locale, la moitié au moins d'entre eux déclarant un revenu mensuel de plus de 2 000 USD.

Bien que l'impact exact de cette arrivée de capitaux ne soit pas connu, la création d'emplois en est l'un des effets les plus directs. Les retraités ont recours à la population locale pour toute une gamme de services qui vont de la construction à la cuisine, au ménage et aux soins. Au Panama, on constate que le boom de la construction a déplacé des emplois de l'agriculture et autres activités connexes vers le bâtiment et les services qu'utilisent les retraités.

Les retraités US ont également augmenté la demande locale de biens de consommation, notamment les denrées alimentaires, le mobilier et l'informatique. Au Panama, de nombreux retraités construisent leur propre maison et achètent pour cela des matériaux de construction.

La présence des retraités a eu d'autres avantages pour la population locale. Ainsi, les promoteurs qui construisent des lotissements haut de gamme amènent l'électricité et l'eau aux collectivités locales et aux écoles. D'autre part, les retraités sont généreux quand il s'agit de donner pour des causes locales ou à la suite de catastrophes naturelles. C'est ainsi, par exemple, qu'à San Miguel de Allende il existe près de 200 ONG, dont la plupart sont gérées et financées par des expatriés.

D'un autre côté, la présence des retraités a beaucoup fait monter les prix du foncier local. Elle a certes été l'occasion d'investissements, mais elle a rendu le marché difficilement abordable pour la population locale.

Source : Migration Policy Institute, 2006.

avoir une grande influence. En outre, comme pour le tourisme, des services et des infrastructures bien développés peuvent être un facteur très attractif. ■

### Que peut faire l'État ?

Face à des défis à peu près similaires, les gouvernements choisissent des réponses diverses. Les études montrent l'importance, dans les pays en développement, de réformes des marchés pour compléter les efforts nationaux de renforcement des réseaux, compte tenu particulièrement du volume des capitaux et des expertises nécessaires pour développer la capacité des services. Les gouvernements prennent des mesures pour favoriser l'implication du secteur privé, développer les partenariats public/privé, renforcer la concurrence et libéraliser les services.

Les informations sur l'impact de ces réformes sont plus limitées, d'autant que certaines d'entre elles ne sont pas achevées. Mais les premiers constats montrent qu'elles apportent des gains importants à l'industrie touristique. Des politiques plus libérales en matière de transport aérien, en particulier les accords « ciel ouvert », en renforcent la capacité et font baisser les tarifs, améliorant ainsi l'accès aux destinations. Des politiques innovantes permettent aussi de renforcer les infrastructures, qui sont souvent en retard sur la croissance du tourisme. C'est ainsi que les partenariats entre pouvoirs publics et promoteurs permettent de faire intervenir le secteur privé dans le financement des infrastructures et leur exploitation.

La libéralisation des télécommunications, associée à l'innovation technologique, améliore sensiblement l'accès aux communications, qui sont en quelque sorte le cordon ombilical de l'industrie touristique. L'assouplissement des restrictions sur les services financiers permet d'accroître le nombre de banques, y compris étrangères, et d'améliorer l'accès au crédit dans des conditions raisonnables pour le secteur du tourisme. Les moyens publics de financement de la promotion du tourisme et de l'éducation spécialisée sont en augmentation et l'on observe une prise de conscience croissante de la nécessité de renforcer les partenariats avec le secteur privé dans ces deux domaines si l'on veut faire face à la demande d'un secteur du tourisme en expansion.

Attirer les investisseurs, toutefois, suppose un contexte économique, social et politique favorable au secteur privé. En même temps, un développement du tourisme durable implique de ne pas excéder la capacité des ressources/actifs utilisés par le tourisme, et par conséquent de réduire les répercussions potentiellement négatives au plan social et environnemental. Une réglementation efficace doit aussi être mise en place afin de faire face aux défaillances du marché (notamment sous forme d'une politique de la concurrence et d'institutions chapeautant tous les services liés au tourisme) et de renforcer progressivement les capacités nationales.

La réalisation de ces objectifs implique une gestion et un soutien solides du secteur public. Compte tenu du caractère intersectoriel du tourisme, il y a lieu d'élaborer un cadre de politique global qui permette d'améliorer l'environnement des affaires tout en prenant en compte à la fois les liens économiques sous jacents et les contraintes sociales et matérielles. Les États doivent se doter d'une Administration du tourisme suffisamment puissante, capable de traiter avec les autres administrations et avec d'autres acteurs comme les collectivités locales, le secteur privé et les ONG. ■

### En quoi les accords internationaux peuvent-ils aider ?

Des initiatives régionales de libéralisation et de collaboration se mettent en place dans les secteurs liés au tourisme, aussi bien entre pays en développement qu'entre économies industrialisées et en développement. On citera à cet égard les exemples de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) en Afrique,

l'Asia Pacific Economic Cooperation (APEC) en Asie, et la négociation des Accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

Les initiatives régionales en matière de tourisme peuvent ouvrir des destinations plus vastes et contribuer à augmenter le nombre de touristes de longue durée. Elles permettent aussi de s'unir pour développer les services et réaliser de façon plus globale les objectifs d'un tourisme durable. Cela dit, dans la plupart des cas, les négociations progressent lentement et la mise en place n'a pas démarré.

L'ampleur des négociations engagées dans le secteur du tourisme à l'OMC montre que ses membres sont conscients de l'importance du rôle d'accompagnement que peut jouer l'AGCS pour le développement du tourisme, même si la libéralisation complète de ce secteur est loin d'être réalisée. Même dans le cadre étroit de la classification de l'AGCS, il subsiste au niveau des engagements des déséquilibres modaux et sous-sectoriels et, surtout, le niveau généralement faible des engagements dans les secteurs connexes ajoute à la complexité de la libéralisation de ce secteur.

La dimension intersectorielle du tourisme a été prise en compte dans les négociations sur les services par un certain nombre de pays en développement et développés, surtout aux premiers stades. La nécessité de mettre en place des sauvegardes face aux pratiques anticompetitives au niveau international dans le secteur du tourisme et les secteurs qui lui sont liés a également été prise en considération.

Améliorer les engagements dans les domaines des télécommunications et des services financiers dans le cadre de l'AGCS est l'un des objectifs les plus atteignables et peut contribuer de façon importante à la croissance du tourisme. Bien que les limitations de capacité en matière réglementaire soient plus importantes, il existe un certain nombre d'initiatives souhaitables que les membres de l'OMC pourraient aussi prendre dans le secteur particulièrement important des transports. C'est le cas en particulier des services de transport maritime et aérien, compte tenu des réformes qui leur ont été apportées ces dernières années.

Des avancées multilatérales en matière de traitement des déchets, d'énergie et d'éducation, qui seraient également très utiles pour le développement du tourisme, risquent d'être plus difficiles à réaliser. Cependant, même dans ces domaines, il existe une activité du secteur privé qui ne nécessite qu'un effort modéré de réglementation. S'agissant des pratiques anticompetitives, on pourrait envisager de mettre en place des règles disciplinaires de portée étroitement sectorielle pour le tourisme tel que le définit la nomenclature du GATS. ■

### Pour plus d'informations

Pour de plus amples informations sur les travaux de l'OCDE relatifs aux échanges dans le domaine des services, veuillez vous adresser à Massimo Geloso Grosso, tél. : +33 1 45 24 89 24, courrier électronique : [massimo.geloso-grosso@oecd.org](mailto:massimo.geloso-grosso@oecd.org).

Pour plus d'informations sur les travaux de l'OCDE dans le domaine du tourisme, veuillez vous adresser à Alain Dupeyras, tél. : +33 1 45 24 91 45, courrier électronique : [alain.dupeyras@oecd.org](mailto:alain.dupeyras@oecd.org), ou consulter le site [www.oecd.org/cfe/tourism](http://www.oecd.org/cfe/tourism)



## Références

OCDE (2007), **Services Trade Liberalisation and Tourism Development**, disponible à l'adresse [www.oecd.org/ech](http://www.oecd.org/ech), sous la rubrique « Working Papers ».

OCDE (2008), **Le tourisme dans les pays de l'OCDE 2008 : tendances et politiques**, ISBN 978-92-64-03968-1, € 60, 280 pages (à paraître).

---

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :  
[www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : [www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)

---

## Où nous contacter ?

### SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél. : (33) 01 45 24 81 67  
Fax : (33) 01 45 24 19 50  
E-mail : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

### ALLEMAGNE

**Centre de l'OCDE de Berlin**  
Schumannstrasse 10  
D-10117 BERLIN  
Tél. : (49-30) 288 8353  
Fax : (49-30) 288 83545  
E-mail : [berlin.centre@oecd.org](mailto:berlin.centre@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/berlin](http://www.oecd.org/berlin)

### ÉTATS-UNIS

**Centre de l'OCDE  
de Washington**  
2001 L Street N.W., Suite 650  
WASHINGTON DC 20036-4922  
Tél. : (1-202) 785 6323  
Fax : (1-202) 785 0350  
E-mail : [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)  
Toll free : (1-800) 456 6323

### JAPON

**Centre de l'OCDE de Tokyo**  
Nippon Press Center Bldg  
2-2-1 Uchisaiwaicho,  
Chiyoda-ku  
TOKYO 100-0011  
Tél. : (81-3) 5532 0021  
Fax : (81-3) 5532 0035  
E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)  
Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

### MEXIQUE

**Centre de l'OCDE du Mexique**  
Av. Presidente Mazaryk 526  
Colonia: Polanco  
C.P. 11560 MEXICO, D.F.  
Tél. : (00 52 55) 9138 6233  
Fax : (00 52 55) 5280 0480  
E-mail : [mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/centrodemexico](http://www.oecd.org/centrodemexico)

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.